



**Fédération Nationale de l'Enseignement , de la Culture
et de la Formation Professionnelle FORCE OUVRIERE**

Section départementale de l'Hérault

**UD FO – Maison des syndicats
474 allée Henri II de Montmorency 34000 Montpellier
Tel : 09 75 85 30 05 – 06 87 84 96 02
Mail : fnecfp-fo.acamontp@orange.fr**

Déclaration liminaire de la FNEC FP-FO lors du CDEN du 9 février 202

Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Depuis plus de trois mois, un véritable massacre est en cours dans la bande de Gaza. Dans la continuité de toutes ses déclarations et plus que jamais, la FNEC FP FO exige le cessez le feu immédiat et définitif, l'arrêt des bombardements et des déplacements forcés de population et la levée du blocus à Gaza.

Avec sa confédération, la FNEC FP FO condamne et combat la loi immigration qui va à l'encontre des principes fondamentaux de la République, ceux de l'Université. Ces principes fondamentaux que nous enseignants sommes chargés de transmettre, nous les défendons, et exigeons le retrait de cette loi de régression sociale.

L'ex nouvelle ministre Oudéa-Castéra a utilisé, pour falsifier la réalité et faire l'éloge du privé, l'argument du non-remplacement des maîtres absents! Comment a-t-elle pu oser faire porter à l'École publique et à ses personnels, la responsabilité des conséquences directes des réductions drastiques de moyens décidées en particulier depuis 7 ans ? Une ministre qui ment, qui dénigre l'école publique et ses personnels, c'est inadmissible, et nous prenons acte de son remplacement que la mobilisation des personnels depuis le 25 janvier a imposé. Rappelons que des milliers de postes ont été supprimés dans les écoles depuis 2017 ! Aujourd'hui, quelles mesures compte prendre la nouvelle ministre pour remédier à cette situation inacceptable ? Créer des postes dans les établissements sociaux et médico-sociaux ? Recruter et former des professeurs des écoles ? Au contraire, le gouvernement supprime 650 postes de professeurs des écoles à la rentrée prochaine. Et nous découvrons que près de 300 millions viennent d'être rendu à Bercy sur le budget 2024 par le ministère! Nous rappelons que, chaque année, le gouvernement attribue des milliards d'euros d'argent public aux écoles privées confessionnelles (8,5 milliards d'euros pour l'enseignement privé des 1er et 2nd degrés au budget 2023 versés par l'état, sans compter plus de 4 milliards versés par les collectivités territoriales). La FNEC FP FO rappelle son attachement indéfectible au principe : « Fonds publics à la seule école publique, fonds privés à l'école privée » et revendique l'abrogation des lois anti laïques.

Les mesures présentées lors du CSA départemental le 30 janvier nous confirment que le remplacement restera chaotique, les effectifs par classe pléthoriques notamment en cycle 3, les élèves les plus fragiles abandonnés et les droits des personnels (temps partiel, disponibilité) bafoués. Pour cette carte scolaire, 12 postes seulement pour l'Hérault, au détriment des autres départements, comme l'an dernier : et il faudrait s'en contenter au motif qu'ailleurs c'est pire ? Ou bien au motif de la baisse démographique ? - 286 élèves justifieraient 19 fermetures sèches ? Même les chiffres démontrent le contraire. Continuons. Les prévisions démographiques projettent un effectif d'ULIS en augmentation de 23 élèves, alors que 90 élèves notifiés sont toujours en attente. Il faudrait donc 10 ouvertures pour que ces élèves soient scolarisés selon leurs besoins. Sans compter que le seuil de 12 élèves en Ulis est déjà actuellement très souvent dépassé. Madame la DASEN, vous n'avez décidé que d'une seule ouverture d'Ulis, et une seule UEMA. Placé devant votre responsabilité en la matière lors du CSA, vous concédez une deuxième ouverture d'Ulis. Cela reste insuffisant et va prolonger la maltraitance de ces élèves privés de leurs droits. Nous réaffirmons la demande de 10 ouvertures. De la même façon, Monsieur le Préfet, parce que vous êtes le représentant de l'Etat, nous vous demandons de débloquer en urgence les 400 places qui manquent

en IME et ITEP afin que les droits de ces élèves notifiés soient enfin respectés et que la maltraitance de tous, élèves et personnels cesse. De l'aveu même de l'ex ministre Attal, ce sont 23 000 places qui manquent dans les établissements sociaux et médico-sociaux. Les parents doivent savoir ce qui se passent réellement dans les écoles : le non respect des notifications pour IME, ITEP, Ulis ou AESH entraîne la souffrance des élèves notifiés privés de conditions d'apprentissages adaptées, ou bien s'enfoncent dans leur difficultés, celle des autres élèves qui voient leurs enseignants et les AESH impuissants, et qui sont confrontés à des scènes effrayantes, et celle des personnels qui sont frappés, blessés, insultés, placés dans des dilemmes permanents : suivre l'élève qui s'enfuit ou rester avec le reste de la classe ? Aider celui-ci en laissant cet autre se débrouiller ? Laisser cet élève hurler et jeter des objets dans la classe ou le faire sortir, mais avec quel autre adulte ?

Derrière la vitrine de l'école inclusive, l'inclusion systématique c'est la négation du handicap par la privation. Il ne s'agit pas de répondre aux besoins des élèves en situation de handicap mais de réduire le coût de leur prise en charge : 46000€ une année en IME, 6000€ 1 année à l'école ordinaire. Voilà la réalité qui veut cacher le gouvernement en prétextant qu'il se préoccupe d'égalité et de droit. Avec les PAS, l'Education Nationale aura la main sur les notifications MDPH, afin de les réduire. Ce qui entrainera encore plus de mutualisation des AESH, privant ces élèves de l'aide à laquelle ils ont droit, et laissant démunis AESH et enseignants. Les personnels refusent la culpabilisation que l'administration leur fait porter face à ces situations. Ils veulent enseigner et accompagner dignement.

Nous réaffirmons à nouveau ici que la priorité est une baisse des effectifs dans toutes les classes, et ce pas seulement en REP, que tous les remplacements soient assurés, que des RASED complets soient reconstitués, et que des postes d'enseignants spécialisés en IME, ITEP et ULIS soient créés. Pour la FNEC FP FO, il est temps que ce scandale cesse. Les économies budgétaires sur le dos des élèves les plus fragiles, sur le dos des personnels, ça suffit ! C'est la raison pour laquelle, à la suite du 25 janvier les fédérations FSU, FO, SUD, CGT ont appelé les personnels à faire grève le 1er février et ont revendiqué ensemble en particulier:

- La défense de l'enseignement spécialisé et adapté,
- le maintien et la création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médicosociaux.
- Un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH, des recrutements d'AESH et de moyens humains à hauteur des besoins.
- L'abandon des mesures prises dans le cadre de l'acte 2 de l'Ecole inclusive